

Recherches sociographiques



GRIDEQ/I.D.N.S., *Les villages ruraux menacés : le pari du développement*

Armand Séguin

Volume 31, numéro 1, 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056509ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056509ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Séguin, A. (1990). Compte rendu de [GRIDEQ/I.D.N.S., *Les villages ruraux menacés : le pari du développement*]. *Recherches sociographiques*, 31(1), 137–140. <https://doi.org/10.7202/056509ar>

On peut également se demander si l'hypothèse selon laquelle les partis politiques québécois sont des agents de transformation sociale n'a pas été vérifiée à trop bon compte par l'auteur. À la toute fin du livre, et l'argumentation sur ce plan m'apparaît plutôt faible, il note que «si l'on s'en tient aux deux grandes formations qui ont dominé la vie politique québécoise, chacune à une époque particulière, on peut dire que l'Union nationale et le Parti libéral ont agi comme force de changement social, mais selon des orientations nettement différentes». (P. 374.) Il ajoute que «pour l'U.N., il s'agissait, durant les décennies 40 et 50, de s'opposer à tous les détracteurs de l'ordre établi en privilégiant le maintien et la défense des valeurs fondamentales de la société canadienne-française». (*Ibid.*) Si l'U.N. avait choisi d'aller dans le sens de ce que souhaitaient les détracteurs de l'ordre, n'aurait-on pas conclu qu'elle était aussi un agent de transformation sociale? Dans ces conditions, on peut s'interroger sur l'utilité d'une telle hypothèse. En fait, l'auteur ne voulait-il pas plutôt montrer, et cela a été bien exposé, que les partis n'étaient pas de simples relais des pressions venant du social, qu'ils *prenaient parti*?

Enfin, et on touche là, à mon sens, au problème majeur que pose la recherche, le point de vue adopté, le corpus soumis à l'analyse, ne conduisaient-ils pas presque inévitablement à cette vision politique et élitiste de l'histoire du Québec? Si l'auteur conclut à une autonomie —relative certes— du politique et au rôle décisif des élites dans le changement, n'est-ce pas parce que les objets retenus (programmes, discours) ont été produits par ces mêmes élites politiques? La question, assurément, mérite d'être soulevée. L'idéologie néo-nationaliste, l'idéologie de la Révolution tranquille, dont l'auteur dégage les traits principaux, c'est aussi une façon d'interpréter l'histoire, de relire le passé; c'est aussi une problématique qui imprègne une bonne partie des textes retenus par Pelletier. (Ceux de LÉTOURNEAU et de GINGRAS et NEVITTE.) Est-on sûr, quand on travaille à partir d'un tel corpus, de s'en déprendre, surtout si l'on ne dispose pas de quelque antidote de quelque auteur exprimant un autre point de vue?

Voilà quelques-unes des questions qu'on peut adresser à ce livre particulièrement riche et important. Si j'étais chef de parti, j'inciterais fortement les militants de mon organisation à le lire: ils y trouveraient des raisons de ne pas désespérer des partis.

Jean-Pierre BEAUD

*Département de science politique,
Université du Québec à Montréal.*

GRIDEQ/I.D.N.S., *Les villages ruraux menacés: le pari du développement*, Rimouski, Université du Québec à Rimouski, 1989, 260 p. («Actes et instruments de la recherche en développement régional», 7.)

Tenu en septembre 1988 à La Trinité-des-Monts, dans l'arrière-pays du Bas-Saint-Laurent, le colloque dont voici les actes était organisé par le Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est-du-Québec, en collaboration avec l'Institut de

développement Nord-Sud dans le mandat de l'Université coopérative internationale (U.C.I.), sous la coordination de Hugues Dionne et de Jean Larrivée. Le document groupe sept textes qui ont fait l'objet d'autant de communications.

Dans l'introduction, DIONNE s'interroge d'une façon très ouverte et très à-propos sur la pertinence du maintien et du développement des petites agglomérations villageoises dont l'existence est remise en cause après un dépérissement démographique et la déstructuration consécutive de leurs tissus sociaux. Il pose la question qui va dominer tout le colloque: «Le défi du développement régional passe-t-il par le maintien des petites communautés villageoises?» (P. 1.) Face à cette interrogation, la prise de position est claire. Il faut choisir une voie de développement qui les consolide, celle «qui fait appel à des initiatives structurantes fondées sur des solidarités collectives, locales et autonomes au sein de micro-territoires». (P. 4.) Malgré les appréhensions soulevées par l'ampleur de la tâche à réaliser et par les modalités qui restent encore à explorer, ce choix est de loin préférable, dans la comparaison des conséquences qui en découlent, à une option de développement qui privilégierait la «concentration des activités de croissance économique au détriment des petites communautés villageoises soumises à des tensions sociales et à des incapacités de plus en plus évidentes de croissance». (P. 4.) Nous avons définitivement tout à gagner à miser sur le maintien et le développement des villages ruraux menacés. Pour espérer relever ce défi, il nous faut cependant, dans une certaine mesure, «réinventer de nouvelles façons de travailler et de rester». (P. 10.)

Le texte suivant de Charles CÔTÉ s'intitule: «Réflexion sur la désintégration des communautés ou Le refus des évidences». Ici le lecteur demeure d'abord assez perplexe. Selon les textes additionnels des commentaires et du compte rendu des discussions sur cette conférence, elle avait, semble-t-il, pour titre: «Les deux Québec». Quoi qu'il en soit, l'auteur met en lumière au point de départ le fait majeur des inégalités d'accès aux ressources de santé et des services sociaux pour la population, considérée par municipalité, dans la région Bas-Saint-Laurent/Gaspésie. Ces ressources sont réparties de façon inversement proportionnelle au taux d'occupation de la population active. Au taux élevé de chômage s'ajoutent d'autres caractéristiques pour les zones démunies, comme la présence d'un nombre relativement élevé de bénéficiaires de l'aide sociale, de personnes à faible revenu, peu scolarisées, mal logées, etc. Par ailleurs, lorsque l'auteur passe à l'interprétation des faits, à l'explication et aux solutions à apporter au problème des localités engagées dans un processus de désintégration démographique, on devient malheureusement un peu sceptique vis-à-vis son message. On demande surtout au lecteur de reconnaître des «évidences», de croire, plutôt que de se soumettre à une argumentation sereine et bien articulée. Et lorsque pour expliquer la cause la plus «immédiate» et la plus «profonde» de ce dépérissement on évoque «les confusions conceptuelles et méthodologiques» (p. 34) entretenues par les sciences sociales au Québec, lesquelles, semble-t-il, empêcheraient de reconnaître la vraie dimension du problème, on doit constater avec regret que cet écrit n'apporte pas l'éclaircissement souhaité, si toutefois besoin il y a.

Guy MASSICOTTE présente ensuite une excellente synthèse historique, très bien articulée, du développement du Bas-Saint-Laurent, de 1950 à 1980. Il situe bien le problème du développement des villages ruraux menacés dans une nécessaire perspective temporelle. Durant la période, par le jeu complexe de forces endogènes et exogènes, se réalise l'intégration de la société bas-laurentienne à celle du Québec, elle-même entraînée dans un mouvement de transformations économiques et sociales, qui touche l'ensemble des pays

industrialisés. Cette intégration, ne pouvant, d'une part, niveler les écarts des revenus et des niveaux d'emplois et, d'autre part, éviter le développement de liens de dépendance et d'aliénation, soulèvera plus tardivement des résistances et une crise d'identité, plus particulièrement ressenties dans les hautes terres où l'effondrement du système agroforestier et l'épuisement des ressources forestières forcent la population à explorer de nouvelles voies afin de travailler dans la dignité et de vivre au pays. Dans cette entreprise de remodelage de la société et de l'économie bas-laurentiennes, l'auteur esquisse un bilan critique mais non définitif des stratégies utilisées et des principales actions mises de l'avant en matière de développement régional par les acteurs socio-économiques locaux, régionaux et gouvernementaux. À ce chapitre, le type de planification polarisée privilégié par le Bureau d'aménagement de l'Est-du-Québec et les différents ministères est tenu en partie responsable du développement très inégal de la péninsule. L'écart des revenus et des niveaux d'emploi, loin de se résorber, s'est considérablement accru entre la zone littorale à dominante urbaine et la zone de l'intérieur, celle des vallées et des hautes terres, à dominante agroforestière, où il est particulièrement question des villages menacés. Voilà deux situations qui expliquent qu'aujourd'hui le développement dans cette région obéit à une double dynamique :

Au modèle de développement plus standard, axé sur le tertiaire, et notamment le tertiaire public, et la PME, que l'on retrouve sur le littoral, s'oppose donc un modèle plus communautaire, préoccupé d'utilisation rationnelle des ressources naturelles et humaines du milieu, et qui cherche encore sa voie entre l'initiative privée et les stratégies collectives. (P. 91.)

Dans un texte où il prend résolument position pour le maintien des villages ruraux en voie de disparition, Robert LAPLANTE nous invite à concevoir avec lui un autre futur que celui prévu pour ces collectivités d'une lente et inexorable extinction. Il ne faut pas se faire d'illusions, «la situation des communautés rurales de toutes les régions du Québec est extrêmement inquiétante». (P. 108.) Il est urgent d'intervenir. Sous le titre: «Les petites communautés locales et les résistances nécessaires», l'auteur nous convie à explorer de nouvelles pistes qui pourraient faire encore espérer des jours meilleurs pour le monde agroforestier du Québec, celui qui est manifestement le plus touché par une dévitalisation généralisée. Pour les petites localités, les solutions de rechange sont à rechercher du côté de la forêt qu'elles doivent se réapproprier, coloniser et mettre en valeur en misant sur l'organisation coopérative qui a fait ses preuves dans bien des domaines chez nous. Plus précisément cela signifie: municipalisation de la forêt, développement d'un réseau de fermes forestières accompagné de plans d'établissement et de formation, implication plus grande du mouvement coopératif forestier, et enfin, création d'un fonds de recherche en technologie de la biomasse. Pour rendre possible cet ambitieux programme d'action, il faut d'abord qu'au niveau gouvernemental, tant chez les technocrates que chez les politiciens, on en vienne à considérer la forêt comme un milieu de vie et non pas seulement comme un simple moyen de production. Sur ce plan, l'auteur porte un regard pour le moins pessimiste sur le nouveau régime forestier. Cette politique forestière de 1989 soulève beaucoup d'appréhensions pour l'avenir même des collectivités qui vivent de la forêt. Au plan de l'aménagement forestier et du reboisement, le monde coopératif se trouve virtuellement exclu des prises de décisions et d'actions relatives à la gestion forestière.

Les trois derniers textes donnent au débat un horizon international. L'application de la formule du développement endogène des campagnes vaut aussi bien pour les pays en voie de développement que pour les pays industrialisés. Le représentant de l'U.C.I. – Afrique, Sidibé HALLASSY, l'a bien démontré dans sa présentation d'«Une expérience malienne des

groupements organisés et leur mode d'autogestion dans la région lacustre du Mali.» Les programmes de développement, dans les pays du Tiers-Monde, ont la chance de réussir dans la mesure où ils tiennent compte des dynamiques locales, soit des formes traditionnelles d'organisation de la coopération agricole et sociale dans la vie villageoise qui vont dans le sens d'un développement local. C'est la condition essentielle «pour conquérir l'adhésion et la participation consciente» (p. 167) des paysans à des projets dont ils doivent eux-mêmes assumer localement la direction en groupes organisés, à l'intérieur d'un cadre coopératif. C'est la voie qu'a empruntée ici, et avec beaucoup de succès semble-t-il, un développement rural axé autour d'aménagements hydroagricoles.

Sous le titre de «Cultures locales et développement international», Violette GENDRON, directrice générale de l'I.D.N.S., présente un texte qui semble, du moins à première vue, s'éloigner quelque peu du thème général du colloque. L'auteur réfléchit sur la nature réelle du développement et propose une méthodologie pour l'évaluer dans sa juste perspective. Comme le développement, c'est avant tout une démarche de transformation interne à une société, c'est du côté des cultures locales qu'il faut regarder pour comprendre la mécanique des systèmes de production qu'on projette éventuellement de modifier en vue d'en améliorer l'efficacité. Les projets de coopération et de développement se doivent donc d'être conçus sur le terrain et de s'inscrire dans le contexte d'une culture locale dont il faut saisir toute la logique de fonctionnement. Malheureusement, dans la pratique, les plans de développement sont trop souvent pensés de l'extérieur, avec une absence plus ou moins marquée d'attention pour les éléments culturels locaux. Cette communication, tout comme celle de Hallassy d'ailleurs, témoigne de l'intérêt qu'il y a à retenir la communauté villageoise comme cadre de développement en milieu rural.

La conclusion de l'ouvrage revient au texte de Henri DESROCHES, du Centre de recherches coopératives de Paris, intitulé: «La "force" des petites communautés, suggestions intergénérationnelles.» Dans un style particulièrement flamboyant, l'auteur apporte des réponses très nuancées aux deux questions: les petites agglomérations villageoises représentent-elles une force? et doit-on les maintenir nécessairement lorsqu'elles sont menacées de disparition? Présentant à l'appui une surabondance de références à des auteurs et à des expériences, il démontre l'universalité et la pérennité de l'idée de village en soulignant les nombreuses réalisations et la recherche incessante de nouvelles formes de «villégisation». D'où certainement son utilité qui témoigne de sa force. Il répond ensuite à la seconde interrogation en disant qu'il le souhaite plus qu'il ne l'espère. Avec l'intégration des ruraux à une société et à une économie globales dans les pays industrialisés, il faut admettre que le village à lui seul ne suffit plus pour l'avenir des communautés rurales. Ainsi c'est en posant un assez grand nombre de conditions qu'il encourage à mener un combat possible. «La partie n'est sûrement pas gagnée. Mais elle n'est peut-être pas perdue. Elle demeure une gageure, un pari, une course contre la montre». (P. 226.)

Armand SÉGUIN

*Département des sciences humaines,
Université du Québec à Trois-Rivières.*
